

LA CHÛTE DE LA TOUR MONDE

Face à l'impuissance des États souverains,
Michel Rocard appelle à la gouvernance mondiale

Entretien avec Sacha Goldman. Photo, Frédéric Chaubin

Sacha Goldman: Les multiples crises qui frappent aujourd'hui le monde font planer des dangers toujours plus grands. La communauté internationale semble globalement impuissante...

Michel Rocard: Ce sont des phénomènes complexes et très inquiétants. Face à cette série de menaces nouvelles, on constate une absence de tout levier institutionnel satisfaisant pour provoquer ou prendre des décisions. Le pouvoir d'intervention à l'échelle mondiale, notamment celui des Nations unies, est paralysé par le statut des États souverains, structure qui ne peut répondre à aucune des questions d'ordre global.

SG: L'échec de toute tentative d'évolution en serait la conséquence.

MR: Toutes les négociations internationales engagées au titre du *xxi^e* siècle ont échoué. Pour ce qui est des négociations de l'Organisation mondiale du commerce, dites du "cycle de Doha", nous en sommes au cinquième échec. Le processus de paix israélo-palestinien, esquissé à Oslo, a connu une détérioration méthodique et quasi définitive. Les présidents des plus grandes puissances ont formulé par deux fois la vision d'un monde débarrassé de l'arme nucléaire. Ce rêve, pour lequel Barack Obama a d'ailleurs reçu le Prix Nobel de la paix en 2009, est un échec total. Copenhague et Cancun, grandes conférences sur le réchauffement climatique, n'ont même pas amorcé l'espoir auquel le monde tenait.

SG: Souscrivez-vous à l'opinion commune qui charge l'Onu de la responsabilité de ces échecs?

MR: Sûrement pas. Le plus souvent, l'Onu n'est que le "tour opérateur", organisateur et fournisseur de l'infrastructure. Ce sont l'inculture et l'inconscience de l'écrasante majorité des décisionnaires politiques qui sont responsables de l'absence de réponse à la nécessité d'une gouvernance mondiale dans les débats politiques actuels. Soumettre à l'opinion publique le constat des responsabilités de chaque gouvernement devient un impératif. L'absolutisme des ces souverainetés, pouvant aller jusqu'à bloquer tout progrès vital pour protéger un intérêt national, est désormais inadmissible. Le temps est venu de limiter la souveraineté des États. ►





National Day, Du Zhenjun, 2011

SG: La gouvernance mondiale est appliquée uniquement dans des régulations du système financier, sans tenir compte d'autres paramètres déterminants.

MR: Le système financier mondial est soumis dans son ensemble à une crise d'instabilité. Insolvabilité croissante des dettes publiques, avec, en vingt ans, une montée absolument vertigineuse du chômage, de la précarité et même de la pauvreté — c'est-à-dire les exclus du marché du travail, qui ne sont ni chômeurs ni mêmes précaires —, tout cela touchant maintenant environ 30 % de la population des pays développés. Aucun gouvernement n'a les moyens de faire face à une telle situation. Aucune bataille internationale n'a été engagée afin de régler ce problème. L'inquiétude qui

en découle se traduit par le rejet du politique. Et cette caractéristique est aveuglante en Europe. Désormais, dans tout pays où, à quelque occasion que ce soit, il y a référendum sur un aspect de l'évolution européenne, la réponse est non! Ce rejet de l'action politique est, dans le même temps, une tentation de repli national. Ce n'est pas pour rien qu'à lieu, dans de nombreux pays — Belgique, Autriche, Hongrie, entre autres —, une montée des forces d'extrême droite. Dans toute cette affaire, je ne suis pas sûr que l'on puisse parler d'une mise en cause propre au système de décision politique. Je crois plutôt que nous sommes dans une forme de dégradation globale. Les forces traditionnelles, syndicales notamment, sont en complète perte de vitesse, et la même chose est vraie des partis

politiques. Derrière tout cela, il y a une très grande diversité de problèmes. Mais, quel que soit le facteur que l'on observe, on découvre que le problème le plus immédiat entre l'opinion de base et les structures collectives, politiques ou non, c'est l'incompréhension.

SG: La crise étant partout, le risque de redondance pèse. On s'y habitue. On ne distingue même plus ses progressions...

MR: Le mot "crise" provient, entre autres, du vocabulaire médical. Dans toute maladie survient, après une montée initiale du mal, un moment décisif. Le terme décrit une anomalie supposée temporaire. Or, cela n'a rien à voir avec ce qui nous occupe, à savoir des évolutions progressives, irréversibles, irrépressibles. Dans notre cas, rien ne peut plus être comme avant. Les situations qui se créent doivent être traitées avec de nouvelles méthodes, d'autres paradigmes, d'autres institutions.

SG: De plus, si l'on rentre dans le détail, le terme de "crise globale" recouvre plusieurs réalités interdépendantes.

MR: Nous l'avons dit, en vingt-cinq ans, tous les pays développés sont passés du plein emploi à une détérioration significative du marché du travail. Aujourd'hui 30 % de nos populations sont condamnées au chômage, ou pire, à la précarité et à la pauvreté.

Deuxièmement, nous avons, au milieu de tout cela, une entrée dans la folie financière, une création de liquidités insensées échappant à tout contrôle. Il ne faut pas oublier que de 1945 à 1975, il n'y a eu aucune crise financière collective. Seules quelques retentissantes

PHOTO, D.R.

“Rien ne peut plus être comme avant. Les situations qui se créent appellent de nouvelles méthodes, d’autres paradigmes, d’autres institutions”

faillites nationales, en Turquie, au Brésil, au Mexique... Toutes traitées, cautérisées, résolues localement, sans atteinte aux économies voisines. La nouveauté, c’est que depuis les années 1990, nous avons une très grande crise financière au moins régionale, sinon mondiale, tous les quatre ou cinq ans. Et nous sommes sous la menace d’une crise encore plus grande que les autres, puisque la masse mondiale des liquidités, de l’argent qui circule, s’élève à 800 T — il faut retenir ce symbole du T, qui veut dire trillion. 800 mille milliards de dollars sont en attente de placement. Les milliards de transactions que permettent ces liquidités financières sont pour 2% utilisés en paiements d’exportation, d’importation, d’échanges de services, d’économie réelle. Et 98% — le chiffre provient de la banque des règlements internationaux — en placements sur les marchés financiers, hors de toute relation avec l’économie réelle. À mes yeux, ce deuxième point, très grave en termes de menace potentielle, n’a pas de corrélation directe avec le premier, celui de la désorganisation générale du marché du travail.

Troisièmement, il y a cette évolution dramatique, qu’on appelle la “crise de la dette souveraine”. La plupart des États développés ont renoncé depuis longtemps à se financer sans intérêts auprès de leur banque centrale — ce que la France faisait jusqu’en 1974. Tous nos États se sont donc affaiblis pour maintenir la dépense publique nécessaire à la croissance efficace; un budget sans équilibre, avec un endettement croissant. Au-delà de la

crainte qu’un défaut de paiement d’un État souverain ne contamine l’économie réelle, ce dont on a peur, dans la crise d’une dette souveraine, c’est d’une tornade boursière découlant d’une rage de précaution qui casserait la croissance et aggraverait le chômage. Il n’y a pas de rapport direct entre ce troisième élément et les deux premiers, chacun relevant de mesures distinctes. Nous sommes complètement en dehors de ce que l’on connaissait depuis un demi-siècle, et de ce qu’on savait faire.

Enfin, quatrième élément, au milieu de tout cela, progressivement, le monde prend conscience d’un tout autre risque, infiniment plus grave, qui s’appelle le réchauffement climatique. Ce phénomène est terrifiant car c’est une mise en cause des conditions nécessaires à la vie sur la planète. Il n’existe pas de réponse nationale à ce problème qui nécessite un traitement collectif. Pour ces quatre drames, désormais liés, nous ne disposons d’aucun diagnostic scientifique sérieux d’où découlerait un traitement reconnu, consensuel et efficace.

SG: N’y a-t-il pas là, à nouveau, un défaut de communication des instances politiques et intergouvernementales?

MR: J’aurais tendance à refuser une incrimination unique. Tout commence par le fait que l’opinion publique devrait savoir. Bien informée, elle accepterait mieux la dureté de certaines mesures et admettrait la nécessité d’une coopération internationale pour leur mise en œuvre. Un travail de recherche reste encore à conduire, à condition que penseurs et

économistes soient efficaces et sans pitié dans la démolition des blocages de la réflexion, des dogmatismes et des rigidités qui nous ont amené à cette situation.

SG: C’est justement là où l’on passe des crises “de terrain” à la “crise de la pensée”, crise de nos valeurs et des mentalités

MR: La compréhension de ces phénomènes, d’abord par les élites, ensuite par l’opinion publique, rencontre des obstacles lourds. Le premier est que notre façon de communiquer les uns avec les autres, à l’échelle mondiale, a complètement changé. C’est au point qu’aujourd’hui, les stéréotypes nationaux, les passions collectives comme les champs de réflexion, sont déterminés par l’image, par la télévision, et plus du tout par l’écrit. Cela entraîne des conséquences qu’il faut nommer. Il faut les mesurer et obtenir l’accord des acteurs de ces systèmes pour tenter de les corriger. Mais il faut d’abord comprendre. L’image va si vite, parle si fort, qu’elle efface toute autre préoccupation. Ce qui nous arrive par l’image est fugace et ne prend de l’importance que s’il est porteur d’émotion, de renvoi à de la tension ou à de l’accident. Donc à de l’immédiateté. La télévision refuse le temps long. Elle n’est pas même capable de l’évoquer. Or, qui dit temps long, dit explication, tant pour comprendre le passé que pour se projeter dans l’avenir. Sa disparition est le vrai coupable du repli sectoriel de nos universités, de nos spécialisations, chacune dans son savoir local, et donc, de la compréhension ►

“La paralysie du monde résulte de ce qu’il y a 193 souverainetés nationales”

mutuelle. Quant à la presse écrite, elle n’a pas su jouer le rôle de contrepois. Elle n’a fait que suivre. Il lui arrive même d’amplifier le péril de l’immédiateté. Au-delà du temps long, ce qui est en voie de disparition, c’est la considération de la complexité, de la dimension systémique du réel et de ses interdépendances. C’est là une crise de la pensée, elle aussi terrifiante...

SG: Vous voulez dire dangereuse.

MR: Mortelle, oui ! Une analyse de la dégradation de la pensée, et même du langage, reste à faire. La thèse est la suivante: l’appauvrissement de la langue est une dégénération de la civilisation. Il brise tous les réflexes. Cela appelle à une bataille pour l’écrit, une incitation à protéger l’école. Et il n’est pas certain qu’Internet et les nouvelles technologies de communication soient des réponses possibles. Ce sont des moyens de communication omnipotents, mais sans vérification d’authenticité et de véracité, également demandeurs de brièveté. Avec Internet, les SMS et autres tweets, on assiste à la destruction de la langue et même de l’orthographe. C’est-à-dire de nos codes collectifs. De plus, sur Internet, courtoisie et politesse disparaissent: on s’apostrophe. Sans être vieille France, je considère la politesse minimale comme une identification mutuelle de l’un et de l’autre, pour donner sa légitimité et son ampleur à tout l’échange qui est à suivre. Insulter un professeur, c’est cesser le dialogue et l’écoute. Les leaders politiques ne font pas toujours preuve d’exemplarité non plus.

SG: On dit que Pompidou avait quatre amis qui le tutoyaient, et que Sarkozy a quatre amis qui le vouvoient. Toutes ces dégradations nous renvoient au mythe de la Tour de Babel...

MR: Sans doute! Je donne mon accord à ce constat-là, dont la traduction est, comme je viens de le dire, qu’aucune négociation n’aboutit plus dans le monde. Notons d’ailleurs que le babillage, abondance de paroles futiles, trouve sa racine étymologique dans ce mythe.

SG: Une autre de vos réflexions concerne la justice. Elle, qui pourrait jouer un rôle immense, semble produire des effets négatifs.

MR: Le droit est la condition de la civilisation. Il est le garant de son existence quotidienne. Mais l’appareil de la justice est lui aussi affecté par la non-compréhension générale, il est un encouragement au repli national sur le connu et sur le traditionnel. Le droit, toutefois, garde une puissance intimidante. Il garde une possibilité de sanction qui nous serait bien utile au niveau international. C’est pour cela que l’émergence de la Cour pénale internationale, la lente et faible élaboration d’un droit international, est un élément de réponse à la métaphore de la Tour de Babel. Même si les juridictions nationales s’y opposent. Les traditions locales, les comportements, les types de contre-garanties demandées ne sont pas les mêmes de pays à pays: ça piétine, ça patine. Le Conseil de sécurité de l’Onu est l’unique

organe de décision que le monde se soit donné. Sa compétence principale, presque exclusive, est la sécurité internationale. On a oublié le préambule de la Charte des Nations unies. On a oublié qu’en créant l’Onu, celle-ci attribuait à l’Assemblée générale une mission civilisatrice tous azimuts — la santé, l’hygiène, la situation des femmes, la paix, les bien communs tels que l’eau, l’air, l’environnement. Par coutume, les 70 ans d’existence du Conseil de Sécurité ne l’ont vu décider que sur des problèmes où la sécurité internationale était identifiée à des situations de risque de violence armée. Je pose sérieusement la question de savoir si le moment n’est pas venu d’obtenir que le réchauffement climatique soit considéré comme une menace pour la sécurité internationale. Les excès de la spéculation financière, les risques évidents soulevés par des marchés, qui n’ont ni contrôle ni contrepois, ne doivent-ils pas aussi faire l’objet de ce genre de désignation? Si on y arrive, on mobilise un appareil international capable de décider, et même habilité à le faire. On ne peut pas se débarrasser de l’Onu, on ne peut partir que de ce qui existe déjà.

SG: Cela nous amène à envisager la nécessité incontournable d’une gouvernance mondiale. L’éventualité de créer un débat structuré, constructif, impliquant les exécutifs des grands pays. Ce qu’ils évitent jusqu’ici...

MR: Il est grand temps de parler de la gouvernance mondiale, après que l’humanité

a connu 10 000 guerres en 6 000 ans d'histoire. J'ai d'ailleurs transmis au Secrétaire général des Nations unies un Appel en ce sens, créé avec les membres du Collegium international¹, et publié récemment. Au point où nous en sommes, il faut d'abord tout essayer. Je crois urgent de passer à des travaux pratiques de gouvernance, problème par problème; des traités, en quelque sorte, avec des mesures d'exécution obligatoires et contrôlées. Il faudrait tenir compte de la dimension systémique de la crise, de l'enchevêtrement de ses divers facteurs: la finance avec le réchauffement climatique, le réchauffement climatique avec la santé, la biodiversité, la dépendance... Il faut encadrer la décision politique par des contraintes acceptées par ce qu'on ne peut pas faire autrement, tant les causes sont évidentes. La paralysie du monde résulte de ce qu'il y a 193 souverainetés nationales. Le concept de souveraineté nationale a rendu d'éminents services à la paix, à la stabilité, à la pensée, au perfectionnement des lettres et des arts. Mais je voudrais poser à mes amis intellectuels la question de savoir si le temps n'est pas venu d'entreprendre, méthodiquement, profondément, sérieusement et sans pitié, la critique résolue de la nocivité actuelle de ce concept. Car c'est en son nom que l'on résistera à une extension des pouvoirs de la CPI, de même qu'à toute décision multinationale du Conseil de sécurité. Bien sûr, ce n'est pas la souveraineté nationale qui est en cause, quand les échanges mondiaux se soumettent aux procès d'intention et

PHOTO, D.R.



Wind, Du Zhenjun, 2011

à l'insulte, plutôt qu'à la recherche de la compréhension. Mais c'est là où elle devient facteur aggravant. La France, c'est assez terrifiant à dire, est un pays farci de zéloteurs de la francité, de sa grandeur et de sa tradition, de sa non miscibilité avec les barbares européens. La France est l'exemple typique d'un pays où l'ouverture de ce débat aurait des conséquences fracassantes. Pour autant, il ne faut pas l'éviter, mais bien le rechercher. **SG: Nous assistons aujourd'hui à une tension entre balkanisation et fédéralisme, tant géopolitiques qu'intellectuels. C'est entre ces deux tendances que se joue l'avenir.** **MR:** La lutte contre la balkanisation a besoin d'un support intellectuel projectif et non seulement défensif. Il s'agit d'une

lutte offensive et intelligente, intelligible, et mondialement collective. Ce n'est pas là une réserve que j'exprime, mais un complément indispensable. Pierre Mendès France disait: "On ne saurait faire de la politique sans se répéter." J'ajoute: se répéter avec créativité et dans la recherche des solutions salutaires. —

1. *Le monde n'a plus de temps à perdre: Appel pour une gouvernance mondiale solidaire et responsable*, Le Collegium international, Mireille Delmas-Marty, Michael W. Doyle, Stéphane Hessel, Bernard Miyet, Edgar Morin, René Passet, Michel Rocard, Peter Sloterdijk (éditions Les liens qui libèrent)

Sacha Goldman© Collegium-International.org